Nations Unies S/PV.6609



Conseil de sécurité

Soixante-sixième année

Provisoire

6609e séance

Lundi 12 septembre 2011, à 10 heures
New York

Président :	M. Salam	(Liban)
Membres :	Afrique du Sud	M. Laher
	Allemagne	M. Wittig
	Bosnie-Herzégovine	M. Barbalić
	Brésil	Mme Dunlop
	Chine	M. Tian Lin
	Colombie	M. Osorio
	États-Unis d'Amérique	M. DeLaurentis
	Fédération de Russie	M. Zhukov
	France	M. Bonne
	Gabon	M. Onanga Ndiaye
	Inde	M. Kumar
	Nigéria	M. Amieyeofori
	Portugal	M. Cabral
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Tatham

Ordre du jour

La situation en Sierra Leone

Septième rapport du Secrétaire général sur le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (S/2011/554)

11-49209 (F)





La séance est ouverte à 10 h 15.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Sierra Leone

Septième rapport du Secrétaire général sur le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (S/2011/554)

Le Président (*parle en arabe*) : En vertu de l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, j'invite le représentant de la Sierra Leone à participer à la présente séance.

Au nom des membres du Conseil, je souhaite la bienvenue à S. E. M. Joseph Dauda, Ministre sierra-léonais des affaires étrangères et de la coopération.

En vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Michael von der Schulenburg, Représentant exécutif du Secrétaire général et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone, à participer à la présente séance.

En vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite S. E. M. Guillermo Rishchynski, Président de la formation Sierra Leone de la Commission de consolidation de la paix et Représentant permanent du Canada, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2011/554, qui contient le septième rapport du Secrétaire général sur le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone.

Je donne maintenant la parole à M. Michael von der Schulenburg.

M. Von der Schulenburg (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je vous remercie de me donner l'occasion de présenter le septième rapport soumis par le Secrétaire général sur la Sierra Leone (S/2011/554) depuis la création en 2008 d'une mission intégrée des Nations Unies pour la consolidation de la paix.

Alors que le pays a célébré en avril dernier le cinquantième anniversaire de son indépendance, la Sierra Leone poursuit sa progression vers l'instauration d'une démocratie stable, pacifique et davantage viable sur le plan économique. J'ai le sentiment que le moment est venu, en particulier ici au Conseil de sécurité, de féliciter le peuple sierra-léonais des progrès accomplis ces neuf dernières années sur la voie de la consolidation de la paix et de l'édification d'une société stable et démocratique. Ces avancées sont à mettre à l'actif non seulement des deux Présidents élus démocratiquement en temps de paix et des gouvernements successifs élus démocratiquement, mais également des dirigeants des partis politiques, des commissaires indépendants, des responsables de district locaux, de la société civile, des chefs traditionnels et religieux, des professionnels, des journalistes et des artistes, des hommes d'affaires, des médecins et des infirmiers, des enseignants et des agents de police – en bref, de nombreux citoyens et citoyennes ordinaires sierra-léonais.

Cependant, les affrontements et les accrochages qui se sont produits récemment, non seulement entre des membres des deux principaux partis politiques, mais également entre des membres de différents groupes au sein d'un même parti politique, nous rappellent que les conditions demeurent particulièrement propices au conflit et à la violence. L'attaque perpétrée il y a trois jours contre le candidat à la présidentielle du principal parti d'opposition est particulièrement grave, tout comme la vague de violence qui s'en est suivie, dans laquelle il a subi des blessures à la tête, et qui s'est également soldée par un mort et de nombreux blessés. Un certain nombre de biens appartenant à des membres du parti au pouvoir ont aussi été saccagés.

Nous ne savons pas encore qui est responsable de cette attaque, et nous ne devons pas tirer de conclusions hâtives; le Président a réagi immédiatement en demandant une enquête publique, et la police a renforcé la sécurité autour de chef de l'opposition. Cependant, ces événements montrent bien qu'il existe un courant social persistant qui peut devenir violent en cas de provocation, et ce en dépit de tous les progrès accomplis.

Je prie donc tous les acteurs politiques sierra-léonais de ne pas oublier ce qu'ils ont accompli, de continuer à consolider ces progrès et d'agir de manière responsable. Les élections n'auront lieu que dans un an et demi, et elles ne doivent pas dès à présent envenimer la situation sociale et politique en Sierra Leone.

Je suis convaincu que les incidents récents ne reflètent pas la nature profonde des citoyens ordinaires sierra-léonais épris de paix. À ce titre, la conférence nationale des délégués du Sierra Leone People's Party (SLPP), le principal parti d'opposition du pays, est probablement un bon exemple de maturité politique et a montré la manière dont le Gouvernement, le parti au pouvoir et le principal parti d'opposition peuvent œuvrer ensemble au règlement de questions polémiques et au bon fonctionnement de la démocratie.

Lors de cette conférence, le SLPP a élu un nouveau président du parti ainsi que les membres du Comité exécutif. Plus important encore, le SLPP a également élu son candidat à la présidentielle, M. Julius Maada Bio, ancien haut dirigeant puis Chef d'État d'un ancien gouvernement militaire, le National Provisional Revolutionary Council. M. Maada Bio est désormais le principal candidat en lice contre le Président Ernest Bai Koroma à l'élection présidentielle de 2012.

La conférence du Sierra Leone People's Party (SLPP) a été remarquable car elle s'est déroulée dans un climat pacifique et démocratique. Bien qu'elle ait eu lieu à Freetown, bastion du parti au pouvoir, le All People's Congress (APC), aucune provocation et aucun incident n'ont été enregistrés. Au contraire, les dirigeants de l'APC ont demandé à ses sympathisants à Freetown de s'abstenir de porter les couleurs du parti et de se tenir éloignés du lieu de la conférence. À titre de précaution, le siège du parti de l'APC, qui est situé juste en face de la salle de conférence du SLPP, était également fermé. La police qui assurait la protection de la conférence s'est comportée de manière professionnelle. En fait, avant la conférence, le Président avait rencontré celui qui était alors le dirigeant par intérim du SLPP – le parti d'opposition – pour veiller personnellement à ce que la Conférence se déroule sans violence ni ingérence extérieure.

Les informations données par les médias sur la conférence du SLPP ont généralement été saluées comme équitables, équilibrées et instructives. Cela a été un test important pour la Sierra Leone Broadcasting Corporation (Société de radiodiffusion sierra-léonaise), nouvellement créée suite à la fermeture convenue de toutes les stations radios contrôlées par des partis politiques et le Gouvernement après les troubles politiques de 2009.

La conférence du SLPP a donné une nouvelle illustration de la démocratisation interne des partis. Avant la conférence, le SLPP a fait face à la Cour Suprême à un défi juridique majeur lancé par l'un de ses sympathisants. Après des hésitations initiales, le parti a choisi de relever ce défi dans la légalité et sur la base de sa propre constitution de parti en tenant de nouvelles élections pour désigner ses délégués.

À la conférence, 19 personnes au total avaient tenté d'obtenir l'appui du SLPP en tant que candidat présidentiel aux élections de 2012. Dans la période précédant la conférence du parti, cela a provoqué de sérieuses polémiques au sein du parti, qui ont parfois dégénéré en affrontements violents entre les partisans des principaux candidats à la candidature. Toutefois, à la conférence, toutes ces divergences ont été aplanies et chacun des candidats s'est assuré que ses partisans n'avaient pas perturbé le processus électoral démocratique au sein du parti. En fin de compte, tous les candidats à la candidature ont considéré que les élections au sein du parti avaient été libres, équitables et acceptables.

Toutefois, la réélection du Président du parti et l'élection du candidat présidentiel du SLPP ont suscité des inquiétudes, étant donné que les deux dirigeants élus des partis ont joué des rôles importants dans les régimes militaires précédents. Je ne doute pas que tous deux comprennent la nécessité de dissiper ces inquiétudes. Je me félicite donc de la déclaration publique récemment faite par M. Maada Bio dans laquelle il a exprimé ses regrets et présenté ses excuses pour les erreurs commises sous un gouvernement militaire au sein duquel il occupait de hautes fonctions.

Aucun d'entre nous ne doit oublier que les coups d'État militaires et les horreurs de la guerre civile font partie de l'histoire récente de la Sierra Leone. Il est donc inévitable, et même nécessaire et salutaire, que certains de ceux qui ont participé à des gouvernements non démocratiques prennent maintenant part à la vie politique actuelle en régime démocratique. Vu cet arrière-plan, il est important que tous les dirigeants politiques qui ont des liens avec les régimes passés, quelles que soient leurs affiliations politiques actuelles, disent clairement que les enseignements voulus ont été tirés du passé violent du pays. Dans ce contexte, je salue les paroles claires et explicites prononcées par le Président Koroma à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'indépendance de pays, à savoir que la Sierre Leone a appris une amère leçon et ne recommencera pas les mêmes erreurs. Je pense que ces paroles pourraient inspirer le discours politique dans le pays.

Les élections de 2012 ne doivent pas devenir l'otage du passé. Il nous appartient plutôt à tous de donner aux Sierra-Léonais en 2012, la possibilité de regarder vers l'avant, de choisir la direction future de leur pays et de sélectionner leurs futurs dirigeants en conséquence. Tous les partis politiques, en particulier les deux principaux partis politiques qui ont aidé à construire la Sierra Leone d'après le conflit et qui ont pour beaucoup contribué à édifier la société démocratique actuelle, doivent partager un intérêt commun s'agissant de protéger ces réalisations nationales en 2012 et au-delà.

J'espère également que, dans le même esprit, les questions en suspens concernant les élections de 2012 pourront être réglées entre les partis politiques. Elles comprennent la conclusion d'accords sur le cadre juridique pour les prochaines élections, sur un nouveau code de conduite qui régira les campagnes électorales, et sur l'établissement d'un climat de confiance dans les organes nationaux existants de gestion des élections. Je compte donc en particulier sur le nouveau Président, très compétent et digne de confiance, de la Commission d'enregistrement des partis politiques pour qu'il trace la voie vers la tenue de ces consultations multipartites cruciales.

Dans le discours qu'il a prononcé lors du cinquantième anniversaire de l'indépendance, le Président Koroma a lancé l'idée d'une conférence nationale sans exclusive et non partisane pour discuter de la direction future de la Sierra Leone dans le cadre d'un débat public. Je me félicite vivement d'une telle proposition, étant donné que cette conférence se tiendra au moment où la période de reconstruction d'après conflit de la Sierra Leone touchera à sa fin et où le pays se dirigera vers une nouvelle ère de développement socio-économique. Cela permettra de consulter non seulement des experts, mais surtout des Sierra-Léonais ordinaires à travers tout le pays à une période de profonds changements économiques et sociaux dans le pays.

Un tel débat national pourrait donner l'occasion à tous les partis politiques de prêter l'oreille aux problèmes et aux aspirations des Sierra-Léonais ordinaires avant de s'engager dans la campagne électorale de 2012. Cela pourrait être un exercice de démocratie consultative qui pourrait aider à prévenir des problèmes à l'avenir. Il faudra mener avec soin des consultations et des préparatifs si l'on veut que cette conférence soit sans exclusive. Je pense que le fait que le candidat présidentiel du parti de l'opposition ait aussi fait part de sa volonté de participer à ce débat national est la marque d'un leadership politique constructif.

Je voudrais enfin aborder certaines questions économiques et sociales. Le Gouvernement est parvenu à étendre les réseaux de bretelles de raccordement nationales, urbaines et rurales, à alimenter en électricité une plus grande partie de la population et à revitaliser la production agricole. Il a poursuivi une politique de privatisation qui inclut le port de Freetown et les réseaux de communication nationaux et il est en train de mobiliser des investissements privés internationaux, notamment dans le secteur des industries extractives et de l'agro-industrie. Les nouveaux projets concernant le minerai de fer sont susceptibles de commencer leurs exportations cette année et cela pourrait conduire à une nette accélération de la croissance économique et à une augmentation sensible des revenus, certaines prévisions faisant apparaître un triplement possible des revenus nationaux d'ici à 2015. La situation financière de la Sierra Leone pourrait donc changer radicalement en un laps de temps relativement court.

Cela donnera accès à des ressources indispensables pour faire face aux déficits importants en matière de développement humain et d'infrastructures. Cela soulève aussi toutefois la question de la transparence et de la bonne gestion de ces nouvelles ressources pour le bien de tous les Sierra-Léonais, tout en maintenant la stabilité macroéconomique. Je salue ou félicite de la généreuse assistance internationale apportée à la Sierra-Leone pour aider à éviter ce qu'on nomme la malédiction des ressources, qui a touché tant d'autres pays riches en ressources.

Le talon d'Achille du développement futur de la Sierra Leone demeurera la pauvreté persistante, le chômage des jeunes et les problèmes rencontrés dans la prestation des services sociaux. Bien que la Sierra Leone continue de connaître des taux de croissance économique relativement élevés, elle demeure l'un des pays les plus pauvres du monde. En particulier, des taux d'inflation constamment élevés pour les produits de base ont érodé le pouvoir d'achat des salariés à revenu bas et fixe tels que les fonctionnaires, les enseignants, les agents de police et les infirmières ainsi que les ouvriers à mi temps et à temps plein. Cela semble toucher davantage les citadins et nombre de jeunes qui sont allés vivre dans les villes en quête d'une vie meilleure. Comme nous l'avons vu dans

d'autres pays, un tel déclin des conditions de vie pourrait facilement déboucher sur des troubles sociaux, et il est donc peut-être temps d'entreprendre un examen plus approfondi de l'impact de tous les programmes de développement sur la réduction de la pauvreté, d'où que viennent les fonds.

Beaucoup a été accompli pour améliorer les services sociaux ces dernières années; le programme de soins de santé gratuits que le Président a lancé l'année dernière en est un bon exemple. Il n'est cependant pas surprenant que des problèmes persistent dans l'apport de ces services à la population cible. Corruption, bureaucratie, faibles capacités et manque de facilités techniques et logistiques sont vraisemblablement à la source de ces problèmes. Ici, il est également besoin de définir de larges filets de sécurité dans tout le pays afin de protéger les pauvres de tout choc mondial. Je pense qu'à cet égard aussi, il convient de développer la coopération entre le Gouvernement et les partenaires au développement, en s'efforçant de renforcer l'efficacité et l'efficience du secteur public.

Le taux de chômage élevé parmi les jeunes de Sierra Leone reste un problème épineux, comme c'est le cas d'ailleurs non seulement dans tous les pays d'Afrique, mais également, nous le savons, dans le monde développé. En dépit de la création de la Commission nationale de la jeunesse et des efforts concertés des partenaires de développement, la lutte contre le chômage galopant des jeunes en Sierra Leone ne connaît aucun succès, d'autant que l'explosion démographique et l'accélération de l'exode rural pourraient avoir aggravé le problème. À court terme, une meilleure coordination sera nécessaire au sein du Gouvernement pour mieux cibler les jeunes grâce à des programmes spécifiques. Cela exigerait également une meilleure coopération entre le Gouvernement, les partenaires de développement et le secteur privé.

Pour terminer, je voudrais saluer l'énorme contribution que l'Ambassadeur McNee a apportée à la consolidation de la paix en Sierra Leone. En sa qualité de Président de la formation Sierra Leone de la Commission de consolidation de la paix pendant près de trois ans, il s'est rendu à maintes reprises en Sierra Leone, s'adressant non seulement au Gouvernement et à l'opposition, mais également à la société sierra-léonaise dans son ensemble. En ce qui me concerne personnellement, il a été un précieux appui et, à New York, un partenaire fiable pour débattre des diverses questions politiques qui ont permis de donner forme au programme de consolidation de la paix non seulement pour la Sierra Leone, mais pour l'ONU en général. Je tiens à le remercier profondément et à lui présenter tous mes vœux pour l'avenir.

Je tiens aussi à saisir cette occasion pour souhaiter la bienvenue à l'Ambassadeur Rishchynski, avec qui j'attends avec grand intérêt de travailler en étroite collaboration à l'avenir – nous ne nous sommes rencontrés qu'une seule fois jusqu'ici. Je crois qu'il existe de nombreux domaines où nous pouvons travailler ensemble, pour la Sierra Leone et pour la consolidation de la paix.

Je voudrais par ailleurs remercier le Gouvernement sierra-léonais et les dirigeants – religieux et traditionnels – des partis politiques, des commissions indépendantes, des autorités locales, de la société civile, des organisations non gouvernementales et des médias pour la confiance qu'ils continuent de témoigner aux activités de l'Organisation. Je voudrais également adresser des remerciements tout particuliers au Président Koroma pour son leadership, son exceptionnelle ouverture d'esprit et l'accueil qu'il a réservé à la famille des Nations Unies.

Enfin, je tiens à remercier le Ministre des affaires étrangères de la Sierra Leone, S. E. M. Joseph B. Dauda, d'être venu de si loin jusqu'à New York pour représenter son pays. Il est probablement l'un des meilleurs témoins parmi nous des accomplissements réalisés en Sierra Leone, car il a joué un rôle de premier plan dans plusieurs gouvernements successifs. C'est un plaisir de travailler avec lui.

Le Président (*parle en arabe*) : Je remercie M. Von der Schulenburg de son exposé.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. Guillermo Rishchynski.

M. Rishchynski : C'est un immense honneur et plaisir pour moi, en tant que nouvel ambassadeur et Représentant permanent du Canada d'être ici ce matin et je vous remercie, M. le Président, de me donner l'occasion de prendre la parole.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

Je suis très heureux de prendre la parole au nom de la formation Sierra Leone de la Commission de consolidation de la paix.

Dix ans après la guerre civile, l'axe stratégique national de la Sierra Leone est sur le point de s'écarter de la consolidation de la paix pour privilégier le développement économique. Comme l'ont fait

remarquer le Représentant exécutif du Secrétaire général et mon prédécesseur, cela constitue un remarquable accomplissement dans le cadre du relèvement post-conflit. Pourtant, tout n'est pas encore réglé. La Sierra Leone aura besoin d'un appui constant avant les élections prévues l'an prochain, alors qu'elle s'efforce de relever les défis persistants dans les domaines de la gouvernance, de l'emploi des jeunes et de la lutte contre le trafic de drogues, et qu'elle renforce sa résilience pour mieux faire face aux chocs politiques et économiques imprévus.

En m'appuyant sur les conclusions tirées après la visite d'une délégation à Freetown cette année, je voudrais souligner des questions d'une importance particulière et détailler les plans de la Commission de consolidation de la paix pour les six mois à venir.

Comme l'a noté le Représentant exécutif, les élections présidentielles, législatives et locales en 2012 ont une valeur symbolique particulière. Une campagne dénuée d'intimidation, menée dans un esprit de dialogue et acceptée par tous, sera le signal que la Sierra Leone a jeté des fondements stables et démocratiques sur lesquels construire une paix durable. Alors que les élections approchent, il est essentiel que tous les acteurs impliqués renforcent la confiance et génèrent une meilleure compréhension des règles fondamentales s'agissant de réformer les lois électorales et de faire avancer la mise en œuvre des accords obtenus dans le communiqué conjoint d'avril 2009. Tandis que le Conseil de sécurité examine le mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (BINUCSIL), je voudrais souligner le rôle essentiel que la mission a joué s'agissant de faciliter le dialogue et d'assister les préparatifs des élections, ainsi que féliciter M. Von der Schulenburg pour son leadership.

À cet égard, la nomination du candidat du Sierra Leone People's Party à l'élection présidentielle va permettre aux principaux partis politiques d'amorcer un dialogue de haut niveau plus ouvert, régulier et productif. La Commission électorale nationale doit rendre possible une élection non seulement saine du point de vue technique, mais également acceptée par tous les participants. La Commission d'enregistrement des partis politiques restera une instance majeure pour résoudre les différends potentiels. Il est impératif que la relation entre ces organes et les principaux partis politiques s'améliore. Récemment, la Police sierra-léonaise s'est révélée dans le récent passé une force neutre et efficace au service de la stabilité, mais elle continue de lutter contre de graves pénuries de matériel. Le parc restreint de véhicules de police limite sérieusement les déplacements et pourrait allonger les temps de réaction dans les zones éloignes pendant la période électorale. J'exhorte tous les donateurs à aider à combler cette lacune.

Si l'on regarde au-delà de la période électorale, des solutions durables à nombre des défis auxquels la Sierra Leone est confrontée ne verront le jour que si les investissements dans le secteur privé augmentent. Une bonne gouvernance est un facteur de progression essentiel à cet égard. La Commission anticorruption continue de promouvoir un programme de travail ambitieux qui inclut des poursuites contre les personnes manifestement coupables, des campagnes de sensibilisation du public et des examens institutionnels réguliers. Ces efforts se sont traduits par une progression constante dans le classement de la Banque mondiale pour la facilité de faire des affaires. Ils doivent se poursuivre et s'accélérer.

La Sierra Leone connaît également une nette hausse des investissements dans le secteur de l'extraction minière. Cela ouvre certes des perspectives de croissance et de moindre dépendance vis-à-vis de l'aide internationale, mais comporte aussi des risques. Les ressources doivent être gérées en toute transparence afin de permettre à toute la population d'en tirer les bénéfices. La Sierra Leone peut développer ses efforts visant à atténuer ces risques par le biais de sa participation à l'Initiative de transparence des industries extractives et au Processus de Kimberley.

La croissance économique représente une composante essentielle de la résorption à long terme des taux de chômage élevés au sein de la jeunesse sierra-léonaise, mais le pays a pris des mesures raisonnables à court terme. Depuis la précédente visite d'une délégation en 2010, qui avait étudié de près cette question, le Gouvernement a mis en place la Commission nationale de la jeunesse, nommé un commissaire à la tête de cette commission, restructuré les responsabilités pertinentes en créant un Ministère de la jeunesse et des sports et révisé sa stratégie nationale, afin que les interventions du côté de l'offre soient mieux adaptées à la demande réelle sur le marché. Il s'agit là d'une évolution tout à fait bienvenue.

Comme l'affirme l'édition 2011 du *Rapport sur le développement dans le monde*, la création d'emplois

est une composante clef de la consolidation de la paix, mais elle reçoit souvent une attention insuffisante. En apportant un appui additionnel à la Sierra Leone, les partenaires internationaux pourraient saisir l'occasion de commencer à mettre en œuvre les recommandations du *Rapport sur le développement dans le monde* et investir dans la réussite à long terme du pays.

La Sierra Leone est toujours confrontée à la menace pesante que représentent le trafic de drogues et la criminalité organisée. Prenant acte de la nature régionale du problème, les formations de la Commission de consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest ont tenu une réunion conjointe cette année, avec la participation de haut niveau de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, du Département des opérations de maintien de la paix et d'INTERPOL. Les discussions ont abouti à plusieurs conclusions pertinentes.

Premièrement, si la Sierra Leone est le membre le plus avancé de l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest, la lenteur des progrès réalisés ailleurs fait obstacle au partage des renseignements et aux dispositifs d'alerte rapide. La faiblesse des capacités au sein de la région pour suivre les flux financiers constitue un autre défi de taille, notamment au regard du risque de voir les profits illicites aggraver la corruption. Deuxièmement, l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest appelle un financement additionnel pour subvenir aux besoins encore non satisfaits.

Pour conclure, je voudrais brièvement aborder les activités à venir de la Commission de consolidation de la paix. En octobre, la formation Sierre Leone se réunira afin d'examiner le second rapport intérimaire conjoint sur le Programme pour le changement préparé par le Gouvernement sierra-léonais, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies, les partenaires internationaux et la société civile, y compris les groupes féminins. Au cours des six prochains mois, j'ai l'intention de me rendre en Sierra Leone et j'organiserai une réunion afin d'évaluer les préparatifs des élections de 2012, à laquelle participeront les responsables sierra-léonais concernés. Je transmettrai en temps voulu au Conseil de sécurité les résultats de cette visite et les conclusions des délibérations de la Commission de consolidation de la paix.

Je voudrais enfin exprimer ma reconnaissance tant au Gouvernement sierra-léonais qu'au BINUCSIL. La Sierra Leone a montré ce qu'un leadership national énergique peut réaliser face à l'adversité. Le BINUCSIL, dirigé avec compétence par le Représentant exécutif du Secrétaire général, M. Michael von der Schulenburg, et œuvrant de concert avec toute l'équipe de pays des Nations Unies, a élaboré en matière de consolidation de la paix une approche innovante et intégrée qui produit des résultats impressionnants. C'est un privilège de travailler avec des partenaires aussi solides. La Commission de consolidation de la paix est prête à continuer à appuyer les efforts déployés par la Sierra Leone pour consolider la paix.

Le Président (*parle en arabe*) : Je remercie M. Rishchynski pour son exposé.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. Joseph Bandabla Dauda, Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de la Sierra Leone.

M. Dauda (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : Je tiens d'emblée à me joindre aux orateurs précédents pour vous féliciter, Monsieur le Président, à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de septembre. Je tiens également à remercier les membres du Conseil de me donner l'occasion de participer au débat sur le point de l'ordre du jour soumis à l'examen du Conseil, à savoir le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (BINUCSIL).

Au nom de S. E. le Président Ernest Bai Koroma et du peuple sierra-léonais, je tiens à exprimer ma profonde gratitude à l'ONU et aux amis de la Sierra Leone pour leur soutien inébranlable et l'intérêt actif manifesté à l'égard de la consolidation de notre paix, de notre stabilité et de notre développement. Qu'il me soit permis, à cet égard, de noter en particulier le rôle de chef de file assumé par l'Ambassadeur John McNee en sa qualité de Président de la formation Sierra Leone, et son engagement en faveur de la recherche de la paix et du développement dans mon pays. Je tiens à le remercier personnellement, ainsi que le personnel de la Mission et le Gouvernement et le peuple canadiens pour leur rôle exemplaire et sans précédent, qui mérite émulation et reconnaissance. Nous souhaitons un plein succès à M. McNee dans ses futures missions.

Nous attendons avec intérêt de continuer à coopérer avec le Canada pour consolider les acquis réalisés dans la transition de la phase post-conflictuelle à une phase plus axée sur le développement. Nous accueillions à bras ouverts et pleins d'espoirs le

successeur de l'Ambassadeur McNee, l'Ambassadeur Guillermo Rishchynski, et lui souhaitons une chaleureuse bienvenue. Nous le remercions de sa participation instructive au présent débat.

Nous remercions également le Représentant exécutif du Secrétaire général, M. Michael von der Schulenburg, pour la façon remarquable dont il a compris la situation sur le terrain, ainsi que l'équipe de pays des Nations Unies pour son aide énergique en faveur de la consolidation de la paix et de l'optimisation des acquis réalisés grâce à nos efforts de développement post-conflictuels. Je remercie M. von der Schulenburg pour les paroles aimables qu'il a eues à mon égard. Je tiens à l'assurer de ma coopération et de mon appui continus dans le cadre de la consolidation de notre processus de paix.

Le septième rapport du Secrétaire général sur le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (S/2011/554) décrit avec exactitude les progrès réalisés et les défis à relever pour consolider la paix et passer à une phase plus axée sur le développement. Le Président Ernest Bai Koroma et le Gouvernement sierra-léonais restent fermement attachés à la vision de nos partenaires internationaux, dont celle de l'ONU et de la Commission de consolidation de la paix, visant à assurer une paix et une stabilité durables et à favoriser le développement socioéconomique tel qu'énoncé dans notre Programme pour le changement. C'est dans ce contexte que le Président Koroma a lancé l'idée d'une conférence nationale ouverte à tous et non partisane lors du discours qu'il a prononcé à l'occasion du cinquantième anniversaire de notre indépendance.

Il est pris bonne note de la préoccupation exprimée dans le rapport s'agissant de la mise en œuvre du communiqué conjoint du 2 avril 2009. Nous voudrions assurer le Conseil que le Gouvernement sierra léonais maintiendra ses contacts avec toutes les parties prenantes, comme l'a prouvé sa coopération avec le BINUCSIL pour mettre sur pied l'Association des jeunes de tous les partis politiques et l'Association des femmes de tous les partis politiques, en vue de prévenir la violence politique, d'encourager le dialogue entre les partis et, dans le cas de l'Association des femmes, de continuer à renforcer la participation des femmes à la vie politique.

À cet égard, je suis heureux d'informer le Conseil que 14,5 % de nos postes politiques sont détenus par des femmes, soit près de la moitié de notre objectif de 30 %. Nous continuons également de faire des progrès en faveur de l'éducation des filles et de la prestation de soins de santé gratuits aux femmes enceintes, aux mères qui allaitent et aux enfants de moins de 5 ans.

Nous réalisons également des progrès réguliers dans la mise en place des structures nécessaires pour remédier aux problèmes du chômage des jeunes, de la corruption, de la criminalité transnationale organisée, de la participation des femmes à la consolidation de la paix et au service public, et de la violence sexiste. Face au chômage des jeunes, qui continue de poser un défi majeur au processus de consolidation de la paix, un nouveau Ministère de l'emploi des jeunes et des sports a été mis en place, ainsi qu'une Commission nationale de la jeunesse – dont le Président et les membres du Conseil d'administration ont été nommés – chargés de fournir un plan directeur. Ces mesures prépareront la voie à une participation utile des jeunes au développement national.

Le Gouvernement sierra-léonais demeure attaché à la tenue en 2012 d'élections pacifiques, libres, régulières, crédibles et transparentes. Nous nous félicitons de tout l'appui accordé par l'ONU et par nos partenaires de développement en la matière. Le Président Koroma a montré son attachement à un environnement politique pacifique en veillant à ce que le principal parti d'opposition, le Sierra Leone People's Party, puisse sélectionner ses responsables, dont son candidat à la présidence pour les élections de 2012, dans un climat positif. En effet, le bon déroulement de ces élections marquera un succès retentissant qui signalera si une paix et une stabilité véritables ont vraiment pris racine dans nos efforts nationaux, de même que la réalisation de l'idée souvent évoquée d'un processus de transition ou la transformation graduelle du BINUCSIL en une équipe de pays des Nations Unies.

La Commission électorale nationale et la Commission d'enregistrement des partis politiques jouissent de l'indépendance nécessaire pour s'acquitter effectivement et sans ingérence de leur mandat national. En consultations avec l'ensemble des parties prenantes, dont les partis politiques, la Commission électorale s'attache également à envisager la réforme du processus électoral. La Sierra Leone Broadcasting Corporation (Société de radiodiffusion sierra-léonaise), la Commission indépendante des médias et l'Association des rédacteurs en chef continuent de jouer un rôle central pour assurer au public, et aux

partis politiques en particulier, le même temps d'antenne à la radio et à la télévision.

Nous tenons également à répondre aux préoccupations évoquées dans le rapport vis-à-vis du secteur minier et de la gestion de nos ressources naturelles en prenant des mesures destinées à améliorer l'administration de ce secteur et à garantir plus de transparence et de responsabilité afin d'optimiser la valeur des ressources minérales du pays pour le bien de tous les Sierra-Léonais. À cette fin, nous avons sollicité l'appui de nos partenaires de développement en vue de renforcer la capacité du Ministère des mines et des ressources minérales.

Toutefois, nous avons encore besoin de l'appui continu de la communauté internationale et de nos partenaires de développement pour faire fond sur les acquis réalisés afin de continuer à consolider la paix en Sierra Leone. Plus particulièrement, des questions telles que l'appui à la Commission électorale nationale, le chômage des jeunes, l'appui à la Commission anticorruption, le processus de réparations tel que recommandé par la Commission de la vérité et de la réconciliation, et la fourniture de véhicules à la Police de Sierra Leone pour renforcer ses capacités et accroître sa mobilité et sa visibilité pendant les élections et après, sont des questions qui exigent une attention et des solutions urgentes afin de consolider les acquis déjà réalisés.

Le bon déroulement d'élections pacifiques, libres et régulières exige généralement de l'ensemble des parties prenantes qu'elles fassent montre de responsabilité et respectent les lois électorales et les autres législations nationales pertinentes. Il faut en particulier que toutes les parties prenantes, dont les acteurs internationaux, soutiennent ouvertement la consolidation de la paix et la stabilité en Sierra Leone et ne donnent pas l'impression d'appuyer les auteurs de violations flagrantes des droits de l'homme. À ce stade du processus de consolidation de la paix, une telle conduite pourrait créer des malentendus et inciter à la violence, ce qui risquerait de provoquer une reprise du conflit.

En outre, le trafic de drogue et la criminalité organisée continuent d'être un problème grave au sein de la sous-région de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Avec l'appui de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, la Sierra Leone, dans le cadre de l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest, a fait plus de progrès que les autres pays touchés en mettant en place les structures du Groupe de la criminalité transnationale organisée qui fonctionnent de façon efficace. Le Gouvernement a également besoin d'une assistance supplémentaire pour promouvoir la bonne gouvernance et l'état de droit; lutter contre le trafic de drogue et la criminalité organisée; appuyer la Commission des droits de l'homme et contribuer à renforcer les capacités nationales dans les domaines du maintien de l'ordre, de la criminalistique, de la gestion des frontières et du blanchiment d'argent, ainsi que les institutions de la justice pénale pour consolider les acquis obtenus dans ces domaines clefs de la consolidation de la paix.

Sur le plan socioéconomique, les incertitudes économiques et financières mondiales actuelles, de même que la crise de la dette, constituent un obstacle grave à nos efforts pour relancer l'économie aussi rapidement que nous le souhaiterions. Étant donné les graves conséquences de ces incertitudes sur nos efforts, et pour appuyer les progrès que nous avons réalisés en matière de développement socioéconomique, nous attendons avec intérêt l'adoption par la communauté internationale et les partenaires de développement de moyens efficaces de combler le déficit de financement en vue de la mise en œuvre de la Stratégie de vision commune des Nations Unies pour la Sierra Leone. Nous nous réjouissons des réactions positives de certains partenaires de développement et pays amis, notamment le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie, l'Irlande et l'Italie, s'agissant de leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale multidonateurs. Nous demandons que des mesures appropriées soient prises en vue d'honorer les engagements relatifs aux contributions annoncées à la réunion du Groupe consultatif sur la Sierra Leone, qui s'est tenue à Londres en 2009.

Nous sommes pleinement conscients du fait que, pour renforcer la sécurité en Sierra Leone et mettre les citoyens sierra-léonais à l'abri de la peur et du besoin, il demeure essentiel d'attirer l'investissement étranger direct et de mettre en place un environnement propice à la conduite des affaires. Le Gouvernement continuera d'œuvrer sans relâche en vue de réaliser cet objectif.

Tout en nous félicitant ensemble des progrès accomplis, il importe d'exhorter aimablement nos amis, la communauté internationale et les Nations Unies à continuer d'investir dans notre succès, en ce moment où nous continuons d'œuvrer sans relâche en vue de réaliser nos objectifs communs en matière de consolidation de la paix et de développement.

Je voudrais appeler l'attention du Conseil sur l'intensification des activités mercenaires dans le bassin du fleuve Mano, qui appelle nos efforts et notre appui conjoints pour régler cette situation avant qu'elle n'échappe à notre contrôle et ne compromette la paix et la stabilité de la sous-région. Nous nous félicitons de l'appui apporté par l'ONU au procès de Charles Taylor devant le Tribunal spécial pour la Sierra Leone.

Avant de terminer ma déclaration, je voudrais, avec la permission du Conseil, l'informer brièvement des récents incidents de violence politique survenus en Sierra Leone. Le candidat du Sierra Leone People's Party (SLPP) aux élections présidentielles de 2012, M. Jurius Maada Bio, a organisé une tournée nationale pour remercier personnellement les membres du SLPP de l'avoir élu candidat de leur parti aux élections présidentielles. Le secrétariat du parti a, dit-on, dûment demandé et obtenu l'autorisation de la police, étant entendu que M. Maada Bio allait prononcer son discours de remerciement devant ses partisans sur le terrain de Bo.

M. Maada Bio a quitté Freetown le vendredi 9 septembre 2011, et est arrivé à Bo sans incident, après avoir fait escale à Mile 91 et à la jonction de Moyamba. Il a été accueilli partout par une foule nombreuse et enthousiaste. Alors que son convoi se dirigeait vers le terrain de Bo, il a dû passer par la route Mahei Boima, où sont situés les bureaux des partis All People's Congress (APC) et People's Movement for Democratic Change(PMDC).

Il importe d'indiquer qu'entre les bureaux de l'APC et du PMDC, il y a eu un incident de jets de pierre. M. Maada Bio, qui apparemment se tenait debout dans un véhicule décapotable, a été blessé à la tête suite à cet incident. Il aurait alors été conduit rapidement à l'hôpital pour y recevoir des soins médicaux. Cela a immédiatement déclenché des violences sur les lieux de l'incident, suite auxquelles les bureaux de l'APC ont été incendiés. Deux autres bâtiments situés à deux endroits différents ont également été incendiés, ainsi que la résidence de M. Sheku Sillah, le Président de l'APC dans le district de Bo et un bâtiment de location qui abritait les bureaux de De Pa In Yai.

Selon les journalistes, pour contenir les troubles, la police a utilisé des gaz lacrymogènes et des balles réelles, faisant un mort, ainsi que 17 blessés qui ont été hospitalisés. Ce fâcheux incident politique a été énergiquement condamné dans un communiqué de presse publié par le bureau du Président Ernest Bai Koroma immédiatement après cet incident, ainsi que dans de nombreux communiqués de presse publiés par la suite par d'autres acteurs politiques, y compris les partis APC et PMDC, la Commission indépendante des médias, la Commission d'enregistrement des partis politiques et la Campagne pour la bonne gouvernance.

En outre, cet incident a été condamné largement et sans équivoque par le public dans des émissions de radio interactive et des éditoriaux de la presse écrite. Le Président a convoqué une brève réunion de sécurité le samedi, à laquelle ont assisté des représentants de la Commission d'enregistrement des partis politiques, des médias et de la société civile. Le Ministre de la défense, le Ministre des affaires intérieures, le Vice-Ministre de l'information et des communications, le chef d'état-major, le chef d'état-major de la défense, la Police sierra-léonaise, le cadre supérieur du Bureau de la sécurité nationale, le chef des pompiers et le Ministre des affaires étrangères ont également assisté à cette réunion.

Dans son message d'ouverture, le Président a remercié tous les participants d'avoir répondu si nombreux à cette invitation à bref délai. Il a de nouveau condamné personnellement cet incident, disant qu'il s'agissait d'un signal très regrettable à la veille des élections de 2012, qui risquait d'annuler et de compromettre les acquis obtenus s'agissant de redorer l'image du pays en matière de consolidation de la paix, obtenus à grand peine avec l'aide de nos partenaires de développement et de la communauté internationale.

Le Président a explicitement qualifié cet incident de fâcheux et de regrettable, étant donné qu'il présage des violences éventuelles pendant les élections prévues en 2012. Il a ajouté que cet incident risquait de compromettre la paix, la sécurité et la stabilité de l'État. Le Président Koroma a ensuite déclaré clairement qu'il s'engageait personnellement à mettre sans délai fin à cette tendance néfaste, et qu'il ne permettrait pas que de tels incidents de violence politique se reproduisent, que ce soit au sein de partis ou entre les partis. A cet effet, le Président a donné des directives fermes. Il a ordonné qu'une enquête soit menée d'urgence sur l'incident politique survenu le vendredi 9 septembre 2011 et qu'un rapport exhaustif soit publié le plus rapidement possible. Il a également ordonné la mise en place immédiate d'une commission compétente, tout en soulignant qu'il fallait y inclure des membres de la Commission d'enregistrement des

partis politiques et des organisations de la société civile pour garantir la transparence de ses travaux et que ses travaux déboucheraient sur la publication d'un rapport objectif qui soit crédible aux yeux du pays et de la communauté internationale.

Le Président a ajouté qu'il souhaitait que cette enquête soit menée de façon professionnelle afin de lever tout soupçon de partialité. Il a déclaré que cette commission devait mener une enquête approfondie établissant les faits en vue d'établir un rapport complet contenant des éléments de preuve crédibles en vue de poursuivre tous les responsables, sans exception ni préjugé contraire ou favorable.

Le Président a réaffirmé sa détermination à faire en sorte que tous ceux qui seront reconnus coupables soient punis par la loi sans exception. Il a ensuite prié les membres de la commission de ne pas oublier que la mission spéciale qui leur est confiée dans cette situation très délicate était un devoir patriotique qui aurait un impact sur le développement, l'image et la fierté du pays. En remerciant tous les participants, le Président a indiqué qu'il attendait que l'enquête soit menée rapidement et de façon transparente, et qu'elle donnerait lieu à un rapport très complet et crédible afin d'apaiser les tensions dans le pays.

Il convient de souligner que cette enquête sera menée indépendamment de l'enquête menée en parallèle par la police de Bo, qui pourrait être considérée comme politique par nature.

C'est de la même façon qu'on a procédé lorsqu'un incident s'est produit récemment à Kono lors d'une visite du Ministre de l'intérieur. Le comité devait quitter Freetown le dimanche 11 septembre. Lorsqu'ils se sont rendu compte que M. Maada Bio avait écourté sa visite et était retourné à Freetown dans le courant du weekend, les membres du comité ont décidé de chercher à le rencontrer avant qu'il ne quitte le pays pour un bilan de santé. Cet exposé s'arrête là.

Enfin, je réaffirme une nouvelle fois notre profonde reconnaissance à l'égard de l'ONU, de la Commission de consolidation de la paix, de son Président et des membres de la formation Sierra Leone, mais aussi de nos partenaires de développement, pour l'appui sans faille qu'ils apportent à la consolidation de la paix en Sierra Leone.

Le Président (*parle en arabe*) : Je remercie M. Dauda de sa déclaration.

Il n'y a plus d'orateurs inscrits sur ma liste. J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 11 heures.